



Lundi 24 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176, A/C.2/L.177) [suite] 177

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176, A/C.2/L.177) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. NURADI (Indonésie) attire l'attention des membres de la Commission sur le niveau de vie très peu élevé des populations des pays insuffisamment développés. La situation difficile dans laquelle se trouvent ces pays deviendrait déplorable si le reste du monde devait connaître une crise économique. Après avoir signalé qu'à l'heure actuelle, le montant global des dépenses d'armement s'élève chaque année à 80 milliards, soit trente fois le revenu national de l'Indonésie, M. Nuradi constate avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies s'efforce de faciliter le développement économique et de prévenir une crise éventuelle. Ce sont là deux aspects d'un même problème car le développement économique permettrait de stimuler la demande dans les pays insuffisamment développés et l'expérience a montré qu'une augmentation de la demande est toujours préférable à une réduction de l'offre.

2. Peut-être est-il trop tôt pour parler d'une crise, mais il ne fait pas de doute que, par comparaison avec 1951, 1952 a été une année de récession. La diminution des exportations de matières premières des pays insuffisamment développés a eu de graves répercussions sur la production, l'emploi, les revenus et la mise en œuvre des projets de développement dans ces pays. Par comparaison avec 1951, le volume des exportations de l'Indonésie a diminué de 28 pour 100 pendant le premier semestre de 1952. Au contraire, les

importations ont augmenté de 30 pour 100. La chute des prix, provoquée par la diminution des exportations, a placé devant de sérieuses difficultés les petites exploitations de caoutchouc, de coprah et autres produits. Le fléchissement de la production a entraîné un certain chômage et déséquilibré le budget et la balance des paiements de l'Indonésie. A l'appui de ses affirmations, M. Nuradi cite des chiffres indiquant l'importance du déficit budgétaire, le montant de la circulation monétaire et la situation de la balance des paiements de son pays. Enfin, il signale que la diminution des exportations a obligé le Gouvernement indonésien à réduire ses importations et, par voie de conséquence, à abandonner l'exécution de projets de développement importants.

3. De nombreux autres pays insuffisamment développés se trouvent dans la même situation que l'Indonésie. C'est pourquoi la délégation de l'Argentine a tenté, par son projet de résolution (A/C.2/L.162), de contribuer à la stabilité de l'activité économique. Stabilité ne signifie pas stagnation ou rigidité. La stabilité n'exclut pas le développement économique, au contraire. Parmi les facteurs de l'instabilité économique, l'ampleur excessive des fluctuations du rapport des échanges n'est pas le moindre. La délégation de l'Argentine a donc pris une initiative heureuse en proposant d'inviter le Secrétaire général à étudier les moyens d'atténuer ces fluctuations. Il est évident que l'évolution économique des pays insuffisamment développés a des répercussions sur le reste du monde. Il n'est donc pas abusif de recommander aux gouvernements d'agir avec prudence et de se concerter avant d'adopter des mesures visant à atténuer l'ampleur des fluctuations du rapport des échanges.

4. Pour ces raisons, la délégation de l'Indonésie approuve les dispositions du deuxième alinéa du texte actuel du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine. Reconnaissant la complexité du problème du rapport des échanges, elle propose cependant d'ajouter un nouvel alinéa b (A/C.2/L.175). Elle estime, en effet, qu'avant de chercher à atténuer

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

l'ampleur des fluctuations du rapport des échanges, il faudrait étudier avec soin tous les facteurs dont dépendent les fluctuations.

5. La délégation indonésienne approuve l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale (A/C.2/L.169/Rev.1). A son avis, la stabilisation des prix des produits primaires faciliterait la solution du problème du rapport des échanges. Toutefois, elle a jugé nécessaire de proposer une modification à cet amendement. En effet, l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale semble préconiser la conclusion d'accords intergouvernementaux pour chaque produit primaire. La délégation de l'Indonésie ne saurait contracter une obligation de ce genre. C'est pourquoi elle propose de rédiger ce texte en des termes plus généraux; ainsi la Commission ne préjugerait pas les conclusions auxquelles aboutira le groupe d'experts dont il est fait mention au paragraphe 7 du projet de résolution de l'Argentine. La délégation de l'Indonésie ne croit pas que l'on puisse résoudre le problème par la conclusion d'accords portant chacun sur un produit primaire donné. Elle estime, au contraire, qu'il faut considérer l'ensemble des produits primaires si l'on veut en stabiliser les prix. Elle se prononce en faveur de la constitution de stocks régulateurs internationaux, car elle y voit une solution plus simple qui permettrait, le cas échéant, d'effectuer une réforme monétaire, en prenant comme base d'unité monétaire internationale la valeur des principaux produits primaires qui serait liée ou non à la valeur de l'or.

6. La délégation de l'Indonésie propose aussi (A/C.2/L.175) de remanier l'alinéa *c* du paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine, afin d'indiquer en termes plus généraux les répercussions des fluctuations des prix et du rapport des échanges sur l'activité économique. Ces répercussions ne s'exercent pas seulement dans le domaine fiscal et sur la balance des paiements; elles se font sentir également dans d'autres domaines de l'activité économique. Dans l'alinéa *d* du paragraphe 3, la délégation indonésienne aimerait que l'on indique que les fluctuations de prix peuvent avoir un effet sur l'exécution des plans de développement économique et sur le rapport des échanges, mais que ce phénomène ne se produit pas de manière automatique.

7. Abordant la modification (A/C.2/L.176) que sa délégation propose d'apporter à l'alinéa *b* du paragraphe 5 de l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale, M. Nuradi fait observer qu'en lisant cet amendement, on pourrait croire que les pays producteurs seraient seuls bénéficiaires de la stabilité des prix des produits primaires. En fait, les pays consommateurs en bénéficieraient également, car ils pourraient être assurés d'un apport continu de matières premières à des prix dont il serait possible de prévoir les mouvements.

8. Le représentant de l'Indonésie approuve l'amendement du Chili (A/C.2/L.174) et il ajoute que la solution du problème soulevé par le rapport des échanges est d'une importance capitale non seulement pour les pays insuffisamment développés mais aussi pour le monde entier. En revanche, il ne peut appuyer l'amendement de la Grèce (A/C.2/L.173) qui s'écarte entièrement du problème.

9. La délégation de l'Indonésie espère que la Commission adoptera le projet de résolution de l'Argentine et elle espère sincèrement que les travaux du groupe d'experts proposé seront fructueux.

10. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) présente l'amendement (A/C.2/L.177) que sa délégation propose d'apporter au projet de résolution de l'Argentine. Il importe, à son avis, de distinguer nettement entre les fluctuations des prix des produits de base et les mouvements séculaires de la valeur de ces produits. Bien souvent, au cours de la discussion, les membres de la Commission n'ont pas précisé la nature des fluctuations auxquelles ils faisaient allusion, ce qui est une source de malentendus. A cet égard, le représentant de la France a fait ressortir à la séance précédente que les arguments invoqués en faveur de la proposition de l'Argentine étaient parfois contradictoires. Il serait regrettable que le projet de résolution de l'Argentine fût rejeté pour des difficultés de sémantique. Enfin, il est curieux de constater que si la question des mouvements séculaires du rapport des échanges des pays exportateurs de produits primaires a été mentionnée dès 1949 dans des documents établis pour le Conseil économique et social, il n'en a pas été question, de façon précise, dans une seule résolution de l'Assemblée générale.

11. La délégation du Brésil a donc jugé nécessaire de proposer une modification au préambule du projet de résolution de l'Argentine afin de distinguer entre les fluctuations cycliques des prix de chaque produit de base et les mouvements séculaires de la valeur de ces produits considérés en tant que groupe par rapport aux produits manufacturés. Les fluctuations cycliques des prix de chaque produit ressortent de séries statistiques qui diffèrent évidemment suivant le produit, le pays exportateur et la période considérée. Ces fluctuations oscillent autour d'un mouvement séculaire de la valeur des produits primaires considérés en groupe. D'après des études récentes, la durée de ce mouvement séculaire serait de cent quarante ans; il a atteint un maximum au cours des guerres napoléoniennes, puis un minimum entre 1870 et 1880, et un autre maximum en 1937.

12. La délégation du Brésil estime qu'une définition claire de ces deux catégories de mouvements aiderait à faire disparaître toute confusion. Cette définition serait donnée dans le préambule du projet de résolution, et le dispositif se subdiviserait logiquement en deux parties: l'une traitant des fluctuations cycliques et des moyens d'en atténuer l'ampleur, l'autre portant sur la création d'un groupe d'étude qui examinerait les méthodes permettant de remédier aux difficultés provoquées par les mouvements séculaires de la valeur des produits primaires par rapport à celle des produits manufacturés.

13. Etant donné que la Commission est saisie d'un certain nombre d'amendements concernant les ententes relatives aux produits de base et la création d'un groupe d'étude, la délégation du Brésil s'est contentée de suggérer deux textes exprimant en des termes différents des idées que l'on trouve déjà dans le projet de résolution de l'Argentine et dans plusieurs amendements.

14. M. J. S. F. BOTHA (Union Sud-Africaine) reconnaît l'extrême difficulté du problème dont traite

le projet de résolution de l'Argentine; c'est un problème d'une grande importance pour les pays qui, comme l'Union Sud-Africaine, dépendent dans une grande mesure de leurs exportations de matières premières pour se procurer des devises.

15. Le représentant de l'Union Sud-Africaine admet, en principe, que les pays industrialisés, et notamment les nations constamment créditrices, sont spécialement tenues de prendre en considération, dans leur politique économique, la situation économique et l'état de la balance des paiements des autres pays. Toutefois l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine paraît non seulement simplifier le problème à l'excès, mais encore préconiser une solution qui aurait pour seul effet de soulever de nouveaux problèmes. En fait, dans son rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), le groupe d'experts nommé par le Secrétaire général a indiqué clairement qu'un système de "parité des prix" serait très difficile à appliquer et ne serait guère opportun si l'on admet que l'objectif à atteindre consiste à stabiliser et à développer l'économie mondiale.

16. A l'alinéa *b* du paragraphe 4 de son projet, le représentant de l'Argentine propose d'inviter les gouvernements à ne pas encourager la production d'articles synthétiques ou de produits de remplacement qui affectent inutilement la demande internationale de produits de base naturels. De prime abord, ce principe paraît acceptable et il semble que les pays insuffisamment développés, principaux exportateurs de matières premières, devraient bénéficier de son application. Mais il faut se rappeler que cette obligation serait imposée à tous les pays, qu'ils soient développés ou insuffisamment développés. Dans le système économique des pays industrialisés de l'Occident, l'entreprise privée se consacre à la production sans l'aide de l'Etat. Par contre, dans les pays insuffisamment développés, l'industrie a très souvent recours, sous des formes variées, à l'aide et au concours de l'Etat. En fait, l'obligation mentionnée à l'alinéa *b* du paragraphe 4 s'appliquerait donc plus aux pays insuffisamment développés qu'aux pays développés; elle aurait un effet exactement contraire à celui que le représentant de l'Argentine a en vue.

17. Les représentants de la Belgique et du Canada ont déjà montré que l'application des dispositions de cet alinéa pourraient avoir de très fâcheuses conséquences. En particulier, les mots "produits de remplacement" ont un sens très large: ainsi on peut utiliser le coton en remplacement de la laine dans la confection de certains articles habituellement fabriqués en laine. De même, on pourra peut-être un jour utiliser à des fins industrielles l'énergie atomique en remplacement du charbon et du pétrole. Le représentant de l'Union Sud-Africaine n'est pas entièrement opposé à la thèse du représentant de l'Argentine, car il connaît les difficultés qui ont été provoquées de la sorte dans certains cas particuliers, mais il ne pourra pas appuyer l'alinéa *b* du paragraphe 4 qu'il estime rédigé en termes trop généraux.

18. Abordant l'alinéa *c* du paragraphe 4, le représentant de l'Union Sud-Africaine rappelle que la réduction des entraves à l'importation des produits de base est déjà étudiée par certains organismes. Son pays,

qui est partie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, a contracté, entre autres, de nombreuses obligations de caractère multilatéral concernant l'importation de produits primaires. L'expérience a montré que les négociations portant sur la suppression des entraves à l'importation de ces produits sont extrêmement longues et difficiles. L'alinéa *c* du paragraphe 4 ne semble donc exprimer que le pieux espoir de voir les gouvernements abolir toutes les restrictions par de simples mesures unilatérales.

19. Sans s'opposer à l'amendement de la Grèce (A/C.2/L.173), le représentant de l'Union Sud-Africaine rappelle qu'au paragraphe 36 de son rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, le groupe d'experts a signalé que les ententes internationales relatives aux produits de base étaient "manifestement difficiles à organiser et à mettre en œuvre" et que la variété des produits auxquels elles pouvaient s'appliquer était nécessairement limitée. Le représentant de l'Union Sud-Africaine ne croit pas que la Commission ferait preuve de réalisme en faisant aux gouvernements l'obligation impérieuse de conclure des ententes internationales alors qu'elle connaît le caractère limité de ces ententes. On a d'ailleurs déjà souligné, à maintes reprises, l'importance des ententes internationales relatives aux produits de base et il semble inutile de le faire une fois de plus.

20. S'il n'a pas d'objections contre l'amendement de la Grèce, le représentant de l'Union Sud-Africaine préférerait pourtant que la Commission fût saisie de propositions précises plutôt que de vagues généralités. Les mêmes observations s'appliquent en général à l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale (A/C.2/L.169/Rev.1). Le représentant de l'Union Sud-Africaine estime que l'amendement de l'Indonésie (A/C.2/L.175) est rédigé en des termes très généraux et il aimerait avoir des précisions.

21. M. Botha ne voudrait toutefois pas donner l'impression qu'il a adopté une attitude purement négative et il indique que les experts ont proposé une solution au paragraphe 47 de leur rapport: "Il est probable qu'en cherchant à atteindre des niveaux plus élevés de productivité, on obtiendrait de meilleurs résultats qu'en s'attachant à adopter des mesures restrictives visant à améliorer la situation d'un groupe aux dépens d'un autre."

22. Au paragraphe 7 de son projet de résolution, la délégation de l'Argentine demande qu'un groupe d'experts procède à une nouvelle étude du rapport entre le prix des produits de base et celui des articles manufacturés. Le représentant de l'Union Sud-Africaine attire à ce propos l'attention des membres de la Commission sur le rapport intitulé: *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* établi par le groupe d'experts conformément aux résolutions 290 (XI) et 341 (XII) du Conseil économique et social; ce rapport a en effet déjà traité cette question. Le représentant de l'Union Sud-Africaine aurait préféré que la Commission ne soit pas saisie d'un projet de résolution sur ce problème fort complexe. Une proposition qui se borne à reprendre une formule particulière risque d'avoir pour effet de rendre le problème encore plus obscur et plus complexe.

23. M. KATZ-SUCHY (Pologne) fait observer que le projet de résolution de la délégation de l'Argentine

touche à un problème qui n'est pas nouveau pour les Membres de la Commission. Ce problème peut se résumer comme suit : les exportations de certains pays insuffisamment développés reposent dans l'ensemble soit sur un produit unique, soit sur quelques matières premières ; les recettes d'exportation constituent pour ces pays une source importante de revenus qui doit leur permettre de financer leurs importations de biens d'équipement. Il est donc indispensable d'établir entre les prix des matières premières et ceux des biens d'équipement un rapport équitable qui permette aux pays insuffisamment développés de se procurer les capitaux nécessaires à leur développement ; en d'autres termes, le problème consiste à résoudre la question du financement du développement économique en organisant le commerce international. M. Katz-Suchy croit qu'il conviendrait de considérer la proposition du représentant de l'Argentine sur un plan plus élevé. Il convient, à son avis, de tenir compte non seulement des éléments du rapport des échanges, mais de tous les facteurs qui peuvent aider à caractériser la position des pays insuffisamment développés sur le marché mondial.

24. Sans vouloir entamer une polémique avec le représentant de la France, M. Katz-Suchy déclare qu'il ne partage pas les conceptions énoncées par ce dernier dans l'exposé qu'il a fait au cours de la séance précédente. Il reconnaît qu'il est difficile d'établir des séries statistiques capables de donner un tableau d'ensemble des rapports entre les prix des produits alimentaires et des matières premières exportées par les pays insuffisamment développés, et ceux des produits manufacturés que ces pays importent. En dépit de ces difficultés, un fait reste certain, c'est qu'il ne peut être question de justice et d'équité sur le marché capitaliste où les prix sont fixés conformément aux intérêts des monopoles qui dominent le marché. Le rapport des échanges des pays insuffisamment développés s'établit en fonction de la situation de ces pays dans un marché dominé par les Puissances impérialistes. Aussi, lorsque le représentant de la France exprime quelque inquiétude en ce qui concerne ce qu'il a désigné sous le nom de "théorie des transferts" (217^{ème} séance), M. Katz-Suchy tient à rappeler qu'en économie capitaliste, l'accroissement de la productivité se traduit en général par un accroissement du taux des bénéfices. Mais, dans le cas des pays insuffisamment développés, il faut tenir compte du fait que les monopoles étrangers absorbent la plus grande partie des bénéfices qui résultent de l'accroissement de la productivité, parce qu'ils contrôlent la production et le commerce des matières premières et des produits alimentaires exportés par ces pays.

25. M. Katz-Suchy rappelle aussi que le représentant de la France a attiré l'attention de la Commission sur la difficulté qu'il y aurait à définir la tendance actuelle de l'évolution économique. M. Katz-Suchy estime pour sa part qu'il est facile de faire le point, parce que le simple fait que l'Organisation des Nations Unies soit amenée à se pencher sur les problèmes que soulève le projet de résolution de l'Argentine est l'indice d'un renversement de tendance ; les débats reflètent en effet un durcissement de la résistance des pays insuffisamment développés à l'exploitation impérialiste. Ils indiquent que les gouvernements des pays insuffisamment

développés ont pris conscience de leurs possibilités dans le domaine du développement économique, qu'ils pourront assurer s'ils retrouvent le contrôle de l'exploitation de leurs ressources naturelles. Ces pays sont donc engagés dans une lutte dont l'issue déterminera leurs relations économiques avec le monde extérieur. Il appartient à l'Organisation des Nations Unies de les aider dans leurs efforts vers la libération politique et économique.

26. M. Katz-Suchy fait valoir que les pays insuffisamment développés doivent leur situation actuelle à un long processus d'évolution historique. En effet, pendant plusieurs dizaines d'années, ces pays ont été soumis à la domination étrangère sous ses formes politique et économique. C'est ainsi que l'exploitation étrangère leur a imposé une structure économique spéciale dans laquelle une main-d'œuvre mal rétribuée produisait des matières premières et des denrées alimentaires qu'ils échangeaient dans des conditions défavorables contre des produits de l'industrie. De ce fait, le rapport des échanges s'est trouvé faussé.

27. M. Katz-Suchy souligne que les exportations de matières premières et de produits alimentaires constituent pratiquement l'unique source de devises pour ces pays, et qu'elles représentent également la fraction la plus importante du revenu national. Ces ressources sont vendues à des prix qui sont déterminés par des facteurs sur lesquels les pays producteurs eux-mêmes ne peuvent agir ; en conséquence, la vie économique de ces pays dépend de circonstances extérieures dont les plus importantes sont l'évolution du cycle économique et les progrès techniques intervenus dans les pays industriels. C'est ainsi que, par le passé, les recettes en devises des pays insuffisamment développés ont pu varier de 30 pour 100 d'une année à l'autre ; étant donné la part régulièrement absorbée par le service de la dette extérieure et par les redevances à verser aux sociétés étrangères d'exploitation, ces pays ne pouvaient compter sur la production de matières premières et de produits alimentaires pour assurer leur développement économique. Leur structure économique ne pouvait donc s'améliorer.

28. Le représentant de la Pologne indique qu'en général, une augmentation du prix des matières premières n'entraîne pas une amélioration de la situation des pays insuffisamment développés, car elle s'accompagne d'un accroissement du prix des produits de l'industrie. Au contraire, toute hausse sur les produits de l'industrie a des conséquences fâcheuses pour l'ensemble de la vie économique des pays insuffisamment développés. Ces pays sont donc les derniers à bénéficier de l'amélioration de la situation économique et les premiers à subir les conséquences des crises économiques. Au surplus, l'action conjuguée, dans certains cas, de la baisse des prix des matières premières et de la hausse des prix des biens d'équipement, a conduit à un déséquilibre total des échanges et à un déficit des balances des paiements. M. Katz-Suchy pense que les Puissances capitalistes, et en premier lieu les Etats-Unis, sont responsables de cet état de choses. Il rappelle que la délégation de la République argentine n'a pas manqué de montrer les effets désastreux pour son pays de la pression exercée par les Etats-Unis sur les prix de certaines matières premières. La Bolivie et le

Chili ont également été victimes de manœuvres tendant à faire baisser les cours de l'étain et du cuivre.

29. Le représentant de la Pologne insiste aussi sur le fait que, pour maintenir leur prépondérance sur le marché des matières premières, les Etats-Unis font pression sur les pays insuffisamment développés afin de les empêcher d'entretenir des relations commerciales avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques et avec les démocraties populaires. Il cite à ce sujet le bulletin de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient de novembre 1951, où il est dit que le contrôle exercé par les Etats-Unis sur la destination de certaines matières premières a provoqué une baisse sensible des prix de ces produits.

30. M. Katz-Suchy rappelle qu'à la sixième session de l'Assemblée générale la Deuxième Commission, après avoir étudié la situation des pays insuffisamment développés et notamment la situation de leur commerce extérieur, avait adopté à l'unanimité une résolution 523 (VI) intitulée "Développement économique intégré et accords commerciaux" dont le projet avait été présenté par la délégation de la Pologne. Cette résolution traitait non seulement de la question des matières premières et des denrées alimentaires exportées par les pays insuffisamment développés, mais aussi du problème des importations nécessaires à ces pays. Elle indiquait notamment, parmi les moyens d'obtenir les ressources nécessaires à la réalisation des plans de développement économique dans les pays insuffisamment développés, la possibilité de créer les conditions permettant à ces pays de se procurer des biens d'équipement en échange des marchandises et des services qu'ils exportent. Elle envisageait les possibilités de faciliter le mouvement des biens d'équipement par des accords commerciaux, sous réserve que ces accords ne comportent aucune condition d'ordre économique ou politique qui violerait les droits souverains des pays insuffisamment développés. M. Katz-Suchy estime que cette résolution définit avec exactitude les bases des relations économiques des pays insuffisamment développés avec les autres pays. Sa portée dépasse celle du projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine, parce que, tout en cherchant à créer des conditions favorables aux pays exportateurs de matières premières, elle tend à permettre aux pays insuffisamment développés de recevoir les biens d'équipement ainsi que les produits de base nécessaires à leur développement. Elle ne se limite donc pas à la question du rapport des échanges.

31. M. Katz-Suchy regrette que l'on n'ait rien fait pour mettre en œuvre cette résolution. Il estime que l'Organisation des Nations Unies pourrait, en prenant des mesures énergiques, contribuer de façon notable à la solution du problème du financement du développement économique des pays insuffisamment développés, et atteindre les buts visés par le projet de résolution argentin.

32. Il invite donc la Commission à insister pour que la résolution 523 (VI) soit mise en œuvre, et il suggère que l'on demande un rapport où serait exposé ce qui a été fait dans ce domaine. Il indique que, pour sa part, le Gouvernement de la Pologne est prêt à étendre ses relations commerciales avec les pays insuffisamment développés sur la base des principes énoncés dans cette résolution.

33. M. HALIQ (Arabie saoudite) constate que, si les diverses délégations s'accordent à reconnaître le bien-fondé des principes sur lesquels repose le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine, les points de vue sont quelque peu différents en ce qui concerne le dispositif et notamment le paragraphe 4 du projet. Il ne partage pas, pour sa part, l'opinion exprimée par les délégations de la France et du Royaume-Uni qui, tout en donnant leur accord sur les principes énoncés, ont jugé qu'il n'y avait pas matière à se prononcer par un vote.

34. M. Haliq souligne que les pays insuffisamment développés, après deux guerres mondiales, se trouvent en présence d'Etats industrialisés qui, en raison de leur situation prépondérante, sont à même d'influer sur la vie économique ou politique des autres Puissances. Les pays insuffisamment développés sont donc obligés d'attendre des pays plus favorisés la solution des problèmes que pose leur propre développement économique. Il croit qu'il est injuste, et inexact du point de vue scientifique, de prétendre que le problème du développement économique des pays insuffisamment développés est une question d'apport de capitaux et d'assistance technique. C'est pourquoi il remercie le représentant de l'Argentine d'avoir, par son projet de résolution, porté un certain nombre de problèmes à l'attention des membres de la Commission.

35. M. Haliq précise que, dans l'examen des problèmes que pose le développement économique, il ne faut jamais perdre de vue que ce développement sera le résultat de l'évolution des relations internationales et non celui du jeu de certaines forces. Ce qui rend les problèmes du développement économique difficiles à résoudre, ce n'est pas tant la nécessité de jeter les bases d'une coopération économique, mais l'évolution de l'attitude des gouvernements envers ces problèmes. Il convient donc d'envisager le projet de résolution de l'Argentine sous l'angle de la mise en œuvre concrète des principes dont il s'inspire. A ce sujet, les membres de la Commission doivent se souvenir que certains pays, actuellement industrialisés ne le sont eux-mêmes que de fraîche date; leurs gouvernements devraient être à même de comprendre les motifs qui ont amené la délégation de l'Argentine à se faire le porte-parole des pays désireux de progresser dans la voie du développement économique et de s'industrialiser progressivement. M. Haliq déclare qu'il n'est pas d'organisation plus qualifiée que l'Organisation des Nations Unies pour donner à ces aspirations la possibilité de s'exprimer librement.

36. En présentant son projet de résolution, la délégation de l'Argentine s'est efforcée de proposer un remède à l'instabilité monétaire et aux pratiques injustes qui marquent le commerce international. Il faut s'en féliciter, dit M. Haliq, parce que nombreux sont les obstacles à la création d'une saine économie mondiale. Il est certain que ces obstacles ne peuvent être surmontés que par la coopération internationale, laquelle suppose la compréhension des problèmes propres à chaque pays. Cette coopération internationale devrait porter notamment sur la suppression des barrières douanières et sur la création d'institutions chargées de réglementer ou de supprimer des pratiques nuisibles à l'équilibre du rapport des échanges dans le commerce international. M. Haliq fait observer que si l'Organisation des Nations Unies a pris des mesures

en vue d'aboutir à la stabilisation des taux de change et du courant des capitaux des pays riches vers des pays moins favorisés, elle a négligé de s'occuper des questions relatives au rapport des échanges et à la parité des produits primaires et des produits manufacturés.

37. M. Haliq déclare que l'établissement de rapports d'échange équitables entre les matières premières et les biens d'équipement soulève un certain nombre de questions. Cet équilibre du rapport des échanges suppose notamment l'équilibre entre les salaires dans les différentes industries et dans les différents pays. Il suppose que les bénéfices représentent partout une fraction comparable des prix. Il dépend des différences de salaires et de prix de revient. La difficulté tient à ce qu'il n'existe pas de code des relations économiques internationales que tous les Etats soient en mesure d'appliquer. Le principe du libre échange pourrait s'appliquer sur un marché où régnerait la libre concurrence, mais il ne peut s'appliquer en économie planifiée, où les prix, les salaires, le loyer de l'argent, les taux de change, sont déterminés de façon arbitraire. De ce fait, les pays insuffisamment développés se trouvent placés devant un dilemme que le projet de résolution de l'Argentine met en évidence et que certaines délégations n'ont pas manqué de commenter.

38. M. Haliq décrit le rôle que l'Organisation internationale du commerce, prévue par la Charte de La Havane, devrait pouvoir jouer dans le domaine de la coopération économique, si un certain nombre de conditions étaient remplies. Au nombre de ces conditions figure la ratification de la Charte de La Havane par les pays les plus importants du point de vue commercial, la nécessité pour les Etats Membres de rendre à leur structure économique une souplesse suffisante et de stabiliser leur monnaie, enfin la participation des entreprises privées au commerce d'exportation. Petits et grands, tous les Etats devraient participer également aux décisions de l'Organisation internationale du commerce. Enfin cette organisation devrait pouvoir appuyer ses décisions par des sanctions économiques. Du fait de la planification à l'échelon national et de la création de monopoles d'Etat du commerce international, la coopération internationale économique n'est devenue possible que dans la mesure où on peut l'obtenir par des accords internationaux. C'est ce dont les délégations de l'Amérique centrale et la délégation de la Grèce ont voulu tenir compte en présentant leurs amendements. De l'avis de M. Haliq, il ne sera possible d'assurer une coopération économique internationale véritable qu'en recherchant une procédure qui tienne compte des réalités. Si les grandes Puissances se bornent à adopter des résolutions qui ne représentent que de pieuses intentions, il est inutile de chercher à faire aboutir ces résolutions.

39. M. Haliq fait observer que si les accords bilatéraux présentent de graves défauts, les accords multilatéraux, de leur côté, ne sont pas moins difficiles à appliquer; ils sont de ce fait rarement acceptables. Or, pour être durables, les accords doivent être acceptables par toutes les parties. C'est pourquoi M. Haliq met la Commission en garde contre le danger que présenterait une résolution qu'un vote majoritaire de la Commission imposerait aux pays auxquels elle s'adresse au premier chef.

40. M. Haliq voit dans le projet de résolution de l'Argentine une tentative pour sortir de l'impasse. Il croit que l'amendement présenté par la délégation de la Grèce et qui vise la conclusion d'accords intergouvernementaux portant chacun sur un produit de base donné modifierait le projet argentin d'heureuse façon.

41. En terminant, M. Haliq déclare qu'il n'a pas voulu formuler d'opinion définitive sur la question à l'étude. Il s'est simplement efforcé d'orienter le débat de manière à donner plus de force aux recommandations que la Commission adoptera en définitive.

42. M. BETETA (Mexique) rappelle que le Mexique attache une importance considérable au problème évoqué par le projet de résolution de l'Argentine. Lors de la sixième session de l'Assemblée générale, à Paris, la délégation du Mexique avait déjà souligné la nécessité de placer les relations commerciales et monétaires des différentes nations sur une base plus équitable et elle avait soutenu que le meilleur moyen serait d'instituer, à l'échelon mondial, un système de prix paritaires analogue à celui qu'appliquent les Etats-Unis d'Amérique sur le plan national. Faisant observer que le rapport des échanges au cours du siècle dernier, avait progressivement évolué au détriment des pays de production primaire, sauf en de rares périodes critiques d'accroissement de la demande, la délégation du Mexique avait ajouté que les pays insuffisamment développés ne pouvaient tirer aucun profit des réserves en devises qu'ils réussissaient à accumuler en ces périodes, étant donné que, d'une manière générale, des restrictions frappaient alors l'exportation des biens d'équipement et de consommation dont ils avaient besoin; à la fin de la période critique, le pouvoir d'achat de leurs réserves était considérablement réduit du fait que la suppression des restrictions à l'exportation coïncidait presque toujours avec celle du contrôle des prix. Les pays du continent américain ont cherché à remédier à cet état de choses; ils ont étudié la question avec beaucoup de soin, notamment l'année dernière à Washington, lors de la réunion des experts des banques centrales, et en avril dernier, à Panama, lors de la réunion du Conseil économique interaméricain.

43. Le Mexique, qui a participé à ces efforts interaméricains, se réjouit de voir le problème porté sur le plan international grâce à l'initiative de la délégation de l'Argentine, et il se propose d'appuyer de son vote l'ensemble du projet de résolution que présente cette délégation. Bien que l'alinéa *a* du paragraphe 4 contienne certaines notions difficiles à définir, comme celle d'un rapport "juste" et "équitable" entre les prix, la délégation du Mexique approuve le principe de cette disposition, dont l'application ne manquera pas de favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés, et, partant, l'économie et la sécurité mondiales, puisqu'il ne saurait y avoir de stabilité économique et de paix durable tant que le niveau de vie des pays insuffisamment développés restera aussi bas qu'il l'est à l'heure actuelle. La délégation du Mexique s'abstiendra de voter sur l'alinéa *b* du paragraphe 4, car, si elle n'ignore pas les dangers signalés par la délégation de l'Argentine, elle comprend que cette disposition puisse paraître quelque peu limitative à certains membres de la Commission.

Enfin, M. Beteta dit qu'avant de faire connaître son sentiment sur les divers amendements, il aimerait savoir quels sont ceux que la délégation de l'Argentine serait prête à accepter.

44. M. HUEZO (Salvador) rappelle que le représentant des Etats-Unis d'Amérique, dans sa dernière intervention (216ème séance), s'est fondé sur la récente augmentation du prix de divers produits de base et denrées alimentaires, dont le café, pour prouver que le rapport des échanges évoluait dans un sens favorable aux pays de production primaire. Le représentant des Etats-Unis a pris comme base de comparaison les prix cotés en 1937, ce qui explique qu'il ait pu parler de hausse marquée; s'il avait choisi l'année 1926, au contraire, il aurait vu qu'en 1949, l'indice de la hausse des produits de base n'était que 47 contre 51 pour les produits manufacturés. Pour la période qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée, la situation est la suivante: entre le 22 juin 1950 et le mois de décembre de la même année, le prix sur place de la livre de café était passé de 49 à 55 cents, soit une augmentation de 12 pour 100; celui d'une tonne d'acier de 34 dollars 50 à 44 dollars, soit une augmentation de 26 pour 100.

45. M. Huezo fait observer que la revalorisation du café a coïncidé avec la suppression du contrôle exercé sur le prix des matières premières, pendant la dernière guerre, par le Gouvernement des Etats-Unis. Il ne s'agissait, du reste, que d'un ajustement nécessaire et équitable, en raison des prix plus élevés des produits manufacturés ainsi que de l'accroissement de la demande; en effet, selon le Bureau panaméricain du café, non seulement le nombre des consommateurs de café a augmenté aux Etats-Unis, mais la consommation par tête s'est accrue de façon sensible. Il serait difficile de soustraire le prix du café à la pression inflationniste de ces différents facteurs.

46. En vérité, il serait très difficile, d'une manière générale, de déterminer le niveau auquel il conviendrait de fixer les prix des différents produits de base afin de maintenir l'équilibre voulu avec les prix des produits manufacturés. Certains éléments peuvent cependant servir de guide en la matière. Le facteur le plus important dont il y aurait lieu de tenir compte est la dépréciation latente que subissent les produits de base, soit du fait d'une action indirecte de la part des pays industriels, soit en raison d'une politique de compression des prix que ces pays appliqueraient ouvertement. L'effet salutaire de la hausse récente des prix des matières premières a été très limité pour la plupart des pays de production primaire.

47. M. Huezo rappelle que, durant la dernière guerre, les pays qui avaient réussi à accumuler des réserves en dollars n'ont pu les utiliser pour l'achat de machines et de biens d'équipement dont leur économie avait besoin pour fonctionner et se développer normalement. Les dollars, à cette époque, n'étaient que ces symboles monétaires dénués de tout pouvoir d'achat immédiat, et seuls les permis d'exportation des Etats-Unis avaient une valeur réelle. Une fois la situation normale rétablie, le pouvoir d'achat du dollar s'est considérablement amoindri. Dans ces conditions, on ne peut dire que les échanges se soient effectués dans des conditions d'équité. En outre, quelle que soit l'amélioration

apparente du rapport des échanges, aucune équation ne saurait exprimer les privations que les populations des pays de production primaire ont dû subir.

48. Le Fonds monétaire international a préparé pour la septième réunion des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement un document intitulé *The World Payments Situation*. Dans ce document, on peut lire que le rapport des échanges des Etats-Unis, sur la base des prix de 1950, a subi une diminution d'environ 18 pour 100. Il est dit d'autre part, qu'entre le début de 1950 et la date de publication du rapport, les Etats-Unis avaient importé des produits de base pour une valeur de 1.600 millions de dollars, et que le revenu national brut des Etats-Unis au cours de la même période, a atteint 300.000 millions de dollars. En d'autres termes, si on rapproche la somme consacrée par les Etats-Unis à l'achat de produits de base, du montant du revenu national brut, on constate que les acquisitions de matières premières ne représentent même pas 1 pour 100 du revenu national. M. Huezo fait observer que des fluctuations qui touchent la centième partie seulement du revenu total — qu'il s'agisse d'un individu ou d'un pays — n'ont guère d'importance. On ne saurait donc mettre en parallèle les conséquences qu'auraient pour les Etats-Unis d'une part, et pour les pays de production primaire, d'autre part, un réajustement du prix des produits de base. Il suffit de songer que ce qui ne constitue qu'une infime fraction du revenu national des Etats-Unis représente une partie importante du revenu national des pays qui produisent les matières premières que les Etats-Unis importent. Cette considération explique toute l'importance que les pays de production primaire attachent à la question du rapport des échanges. Ces pays sont persuadés que ce n'est qu'en procédant à une étude très minutieuse du rapport des prix sur le marché mondial, ainsi que des éléments qui concourent à la formation de ces prix, que l'on pourra atteindre l'objectif recherché, c'est-à-dire assurer à tous les pays un prix juste et équitable pour les matières premières qu'ils produisent.

49. M. BUNGE (Argentine) déclare qu'il est prêt à accepter les amendements proposés par les délégations des Républiques d'Amérique centrale (A/C.2/L.169/Rev.1) si les auteurs de ces amendements acceptent eux-mêmes la modification proposée par le représentant de l'Indonésie dans le document A/C.2/L.176. Il accepte aussi pour sa part les amendements proposés par la délégation de l'Indonésie (A/C.2/L.175) et par la délégation du Chili (A/C.2/L.174).

50. M. FACIO (Costa-Rica) déclare que les autres auteurs des amendements proposés sous la cote A/C.2/L.169/Rev.1 acceptent comme lui les amendements proposés par la délégation de l'Indonésie dans le document A/C.2/L.176, sous réserve que le mot "multilatérales" soit ajouté dans le texte après les mots "ententes internationales".

51. M. NURADI (Indonésie) accepte cette modification. Il demande s'il serait possible de saisir la Commission d'un nouveau projet de résolution argentin dont le texte tiendrait compte des modifications acceptées par le représentant de l'Argentine.

52. M. BUNGE (Argentine) confirme qu'il accepte de reviser son projet de résolution.

53. Le PRESIDENT annonce que le Secrétariat fera établir un texte révisé du projet argentin.

54. M. GUTIERREZ GOMEZ (Colombie) souligne que des discussions comme celle qui se déroule actuellement sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies présentent beaucoup d'intérêt pour le développement de l'économie mondiale. Il est, certes, extrêmement encourageant pour tous ceux qui gèrent les affaires économiques de leur pays de voir examiner avec tant de compétence et sous des angles si divers des questions qui sont aussi intimement liées à la paix et au bien-être de l'humanité que le développement économique des pays insuffisamment développés. Une simple analyse des observations suscitées par le projet de résolution argentin aiderait à atteindre l'objectif visé par ce projet. Pour sa part, la délégation de la Colombie désire s'associer à ce projet et expliquer les raisons pour lesquelles elle se prononcera en sa faveur.

55. Tous les participants au débat ont été d'accord pour approuver le fond des recommandations que la délégation de l'Argentine propose d'adresser aux Etats Membres. Si de nombreux orateurs ont formulé des réserves, c'est sans doute qu'ils ont attribué une portée excessive à certaines expressions employées dans le projet de résolution, ou qu'ils hésitent à engager leur gouvernement sur certains points qui n'ont pas une importance fondamentale. Afin de faciliter un accord au sein de la Commission, M. Gutiérrez Gómez se propose de récapituler les considérations sur lesquelles se fonde le projet de résolution argentin et que sa délégation approuve sans réserve.

56. En premier lieu, l'équilibre économique des pays insuffisamment développés est particulièrement sensible aux fluctuations des prix des produits de base. C'est là un axiome si évident qu'il n'est guère besoin de l'expliquer. M. Gutiérrez Gómez tient, toutefois, à rappeler que le revenu national de certains pays dépend en grande partie de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits de base, voire d'un seul produit. C'est ainsi qu'en Amérique latine, un seul produit représente parfois près de 90 pour 100 de la valeur totale des exportations d'un pays donné et que, des recettes tirées de la vente de ce produit, peut dépendre le financement d'un quart du total des importations de produits et de services divers. Ce détail suffit à montrer la gravité des conséquences que les fluctuations des prix des produits de base peuvent avoir sur le développement économique des pays intéressés et sur le bien-être de leur population.

57. En deuxième lieu, l'évolution des prix sur le marché mondial a exercé une influence défavorable sur le rapport des échanges des pays insuffisamment développés. On a présenté à la Commission des renseignements statistiques tendant à nier cette affirmation. M. Gutiérrez Gómez ne discutera pas les chiffres cités, mais il tient à faire observer que l'examen des prix d'un nombre limité de produits de base au cours de deux périodes choisies arbitrairement ne constitue pas une base suffisante pour tirer des conclusions définitives dans un domaine aussi complexe que celui du rapport des échanges. Le choix de l'époque ou des époques considérées présente en effet une très grande importance. Par exemple, si l'on prend le cas du café, on

constate que, sur la base des prix cotés de 1928 à 1952, les fluctuations sur le marché mondial ont été de l'ordre de 200 pour 100. Si l'analyse statistique porte seulement sur la période s'étendant entre le début de la guerre de Corée et la fin de l'année 1952, on constate une légère baisse des prix, de moins de 5 pour 100; par contre, si la période considérée va de l'époque antérieure à la deuxième guerre mondiale à l'année 1952, le pourcentage de l'augmentation atteint bien le niveau très élevé que le représentant des Etats-Unis a signalé. Il serait possible d'avancer des raisons également valables pour justifier le choix de telle ou telle époque aux fins d'une étude de l'évolution du cours du café sur le marché mondial. Mais la vérité est que, dès l'année 1946, tous les pays de production primaire, sans exception, ont connu une pénurie de devises et ont souffert du déséquilibre constant de leur balance des paiements. Il est juste de reconnaître que le déséquilibre permanent de la balance des paiements a également d'autres causes, telles que, pour ne citer qu'un exemple, la nécessité où se trouvent les pays de production primaire d'importer des biens d'équipement pour assurer le développement de leur économie; mais, de toute manière, l'élément dominant est certainement le rapport défavorable de leurs échanges. Sans doute, c'est dans la période de l'après-guerre, à dater de 1946, que les produits de base ont été les mieux cotés sur le marché mondial; mais l'économie est une science essentiellement relative, et il faudrait étudier de très près les importations que tous les pays de production primaire ont effectuées ainsi que les modifications fondamentales que la structure de leurs exportations a subies pour comprendre les raisons pour lesquelles la hausse des produits de base n'a pas compensé celle des biens d'équipement et des produits manufacturés. M. Gutiérrez Gómez cite, à ce propos, l'exemple de son pays, dont la situation est analogue à celle de la plupart des autres pays de l'Amérique latine. Les réserves en devises que la Colombie avait pu accumuler de 1942 à 1946, du fait qu'il lui était difficile d'importer en raison de la guerre, et malgré le contrôle exercé sur le prix du café dans des conditions désavantageuses pour elle, n'ont pas été suffisante pour équilibrer sa balance commerciale dans la période qui suivit immédiatement la fin des hostilités: la Colombie perdit plus de 30 pour 100 du montant total de ses réserves de devises au cours de la seule année 1947. Dès lors, le Gouvernement colombien tenta de rétablir l'équilibre de sa balance des paiements en adoptant, en matière d'importation et de contrôle monétaire, des mesures intérieures qui ont radicalement changé la structure de son commerce extérieur. La situation apparemment favorable du café sur le marché mondial est démentie, en fait, par la difficulté constante qu'éprouvent les pays qui produisent cette denrée à se procurer des devises, difficultés qui les a amenés à réglementer et à réduire leurs importations.

58. En troisième lieu, pour atteindre l'objectif que s'est fixé l'Organisation des Nations Unies et pour l'aider à contribuer au développement économique des pays insuffisamment développés, il importe que les gouvernements qui se trouvent contraints d'adopter des mesures qui affectent le prix des produits de base tiennent dûment compte de l'effet que ces mesures peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement. M. Gutiérrez Gómez croit

qu'il lui suffit, pour défendre le bien-fondé de cette affirmation, de rappeler que la situation commerciale de la plupart des pays en voie de développement a été si précaire et si vulnérable, au cours des cinq dernières années, malgré la tendance satisfaisante des prix de leurs produits d'exportation, qu'ils auraient été acculés à un désastre financier si les grands importateurs de matières premières avaient agi unilatéralement.

59. Tel est l'esprit dans lequel M. Gutiérrez Gómez interprète le projet de résolution argentin. Ce projet ne tend nullement à fixer les prix à un niveau immuable au moyen de contrôle gouvernementaux ou internationaux. Les dispositions essentielles du projet sont celles de l'alinéa *a* du paragraphe 4; si l'on veut faciliter le financement du développement économique des pays insuffisamment développés, il est indispensable, étant donné que les mesures prises par les pays importateurs de produits de base ont de si graves réper-

cussions sur l'économie vulnérable des pays de production primaire en voie de développement, que les pays industriels, s'ils se voient contraints d'intervenir dans le jeu de l'offre et de la demande et dans les mouvements naturels des prix, se préoccupent non seulement des intérêts de leurs populations, mais aussi des difficultés et des besoins des pays qui produisent les matières premières dont ils cherchent à contrôler le prix.

60. Bien qu'elle approuve le projet de résolution argentin dans son ensemble, la délégation de la Colombie s'abstiendra de voter sur les alinéas *b* et *c* du paragraphe 4, car elle reconnaît que ces dispositions peuvent prêter à discussion; leur suppression ne diminuerait en rien la portée des considérants et des autres parties du dispositif.

La séance est levée à 18 heures.

